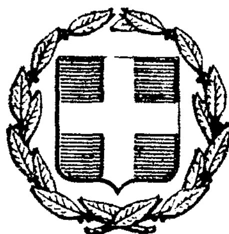


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 11 ΙΟΥΛΙΟΥ 1979	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 156

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 943

Περὶ κυρώσεως τῆς εἰς Βελιγράδιον τὴν 25ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφείσης, μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, Μακροπροθέσμου Συμφωνίας ἀφορώσης εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς καὶ εἰς τὴν οἰκονομικήν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μετὰ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν ἐπιστολῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ εἰς Βελιγράδιον τὴν 25ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαΐας Μακροπρόθεσμος Συμφωνία ἀφορῶσα εἰς τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς καὶ εἰς τὴν οἰκονομικήν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν, μετὰ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν ἐπιστολῶν, τῶν ὁποίων τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

ACCORD A LONG TERME

entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, concernant les échanges commerciaux et la coopération économique, scientifique et technique.

Le Gouvernement de la République Héllénique et le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

— désireux de continuer et encourager le développement des échanges commerciaux et de la coopération économique, scientifique et technique,

— conscients de l'importance d'une croissance harmonieuse du commerce entre les Parties Contractantes, eu égard à leur niveau de développement respectif,

— désireux de contribuer, dans le cadre du présent accord, à la promotion des échanges commerciaux et au développement d'une coopération économique sur des bases mutuellement avantageuses,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties Contractantes encourageront et faciliteront dans l'esprit le plus libéral les efforts qui contribueront au développement des échanges commerciaux et à la coopération économique, scientifique et technique entre les organisations économiques et entreprises intéressées des deux Pays.

Doans le cadre de leurs lois et règlements en vigueur, et cmpte tenu de leurs engagements internationaux, les Parties Contractantes s'assureront mutuellement le traitement le plus favorable dans le domaine des échanges commerciaux et de la coopération économique, scientifique et technique.

Les termes «entreprise» et «organisation économique» du pays contractant désignent, en ce qui concerne la Yougoslavie, une organisation de base du travail associé ou autre organisation ou communauté autogestionnaire.

Article 2

La Grèce et la Yougoslavie s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'exportation, ou à l'occasion de l'importation ou de l'exportation, ou qui frappent les transferts internationaux de fonds effectués en règlement des importations ou des exportations, la mode de perception de ces droits et impositions, ainsi que les formalités et procédures auxquelles sont assujetties les marchandises lors de leur dédouanement.

Ce traitement ne s'applique pas :

a) aux avantages accordés par les Parties Contractantes en vue de l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange,

b) aux avantages accordés par les Parties Contractantes pour faciliter le trafic frontalier avec les pays limitrophes.

Article 3

1. Les Parties Contractantes s'accordent le degré le plus élevé de libération des importations et des exportations, qu'elles appliquent de manière générale à l'égard des pays tiers.

2. Au cas où l'application du paragraphe l'entraîne ou risque d'entraîner des difficultés graves, la Partie Contractante en cause fournit à la Commission Mixte prévue à l'article 10 tous les éléments utiles pour permettre un examen approfondi de la situation, en vue de rechercher une solution acceptable pour les Parties Contractantes.

3. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie Contractante intéressée peut appliquer sans délai à l'égard de l'autre les mesures conservatoires strictement nécessaires pour remédier à la situation.

4. Les mesures de sauvegarde sont immédiatement notifiées à la Commission Mixte et font l'objet, au sein de celle-ci, de consultations périodiques, notamment en vue de leur suppression dès que les conditions le permettent.

5. Les mesures qui apportent le moins de perturbation doivent être choisies par priorité.

Article 4

Les Parties Contractantes s'efforcent de promouvoir et d'intensifier leurs échanges commerciaux sur la base des avantages mutuels.

A cette fin, elles confirment leur volonté de procéder d'une façon libérale à l'exécution du présent accord et prennent toutes mesures utiles pour faciliter leurs échanges dans le cadre des réglementations en vigueur.

Chaque Partie Contractante examine avec bienveillance les demandes présentées par l'autre partie et les suggestions formulées par la Commission Mixte en vue de faciliter les importations sur son territoire.

Article 5

En vue de promouvoir le commerce, les Parties Contractantes s'octroieront réciproquement, conformément à la réglementation en vigueur de chacun des deux pays, les facilités nécessaires pour la participation des organisations économiques et des entreprises intéressées de leur pays aux foires et expositions commerciales.

Conformément à la réglementation en vigueur, les Parties Contractantes autoriseront l'importation et l'exportation des échantillons des marchandises et de matériel publicitaire faisant partie de la promotion commerciale, s'ils ne sont pas destinés à la vente, sans paiement des droits de douane, taxes et autres charges de même nature, n'ayant pas le caractère d'un paiement de services.

Article 6

Les Parties Contractantes, en conformité avec les lois et les réglementations respectives des deux pays, s'accorderont réciproquement toutes les facilités nécessaires, prévues dans leur législation respective, pour l'importation temporaire, traitement, perfectionnement et transformation, en ce qui concerne les marchandises et produits de l'autre Partie Contractante.

Article 7

Les Parties Contractantes reconnaissant l'importance que revêt la coopération économique, scientifique et technique pour le développement de leurs relations économiques, faciliteront, conformément à la législation en vigueur dans chacun des deux Pays, par tous les moyens possibles, l'élargissement de la coopération entre les entreprises et organisations helléniques et yougoslaves dans différents domaines et notamment dans l'industrie, agriculture, commerce, transport, ainsi que dans les domaines scientifique et technique.

La coopération prévue dans les domaines susmentionnés s'effectuera toujours sur la base d'un contrat spécial, signé pour chaque cas concret entre les organisa-

tions économiques, les associations et les entreprises des deux Pays, comprenant les détails de cette coopération. Ces contrats pour être conclus et exécutés, devront être approuvés par les autorités compétentes de chacun des deux pays, au cas où telle approbation est prévue par leur réglementation respective.

Article 8

Les deux Parties encourageront l'échange d'informations entre les organisations compétentes pour l'élaboration des plans de développement, de programmes et de projets des deux pays.

De même, elles encourageront la coopération entre les organisations économiques et entreprises du domaine industriel, dont les produits seraient commercialisés aux marchés des deux pays, ainsi qu'aux marchés des pays tiers.

Article 9

A partir du 1er juillet 1977 les contrats concernant les opérations visibles et invisibles seront conclus en devises convertibles et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements, seront effectués en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du contrôle des changes. qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

Article 10

Une Commission Mixte composée de représentants des deux Parties au niveau d'experts sera constituée. Cette commission se réunit une fois par an à une date fixée de commun accord.

Des réunions extrardinaires peuvent être convoquées de commun accord des deux Parties.

Cette Commission veille au bon fonctionnement du présent Accord.

Des rapports sur l'activité de cette Commission seront soumis à la Commission Interministerielle créée par le Communiqué conjoint du 4 février 1965.

Article 11

Dès la mise en vigueur du présent Accord, la validité de l'Accord Commercial à long terme du 28 septembre 1966, et de l'Accord des Paiements entre les deux Pays du 28 février 1953, ainsi que leurs Annexes, prend fin.

Article 12

Le Présent Accord est à durée indéterminée.

Chacune des Parties Contractantes a le droit de le dénoncer par écrit avec un préavis de trois mois.

La cessation de la validité du présent Accord n'affectera pas la validité et la réalisation des contrats conclus et approuvés en vertu de cet Accord.

Article 13

Le présent Accord sera appliqué provisoirement à partir du 1er juillet 1997 et entre en vigueur dès la date de l'échange des instruments de ratification par les autorités compétentes des deux Pays.

Fait à Belgrade le 25 mars 1977. en deux exemplaires en langue française, chaque texte faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Héllénique	Pour le Gouvernement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie
PANAYOTIS PAPALIGURAS	Dr BERISLAV SEFER

PRESIDENT DE LA DELEGATION YOUGOSLAVE

Belgrade, le 25 mars 1977

Excellence,

Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord à long terme entre la R.S.F. de Yougoslavie et la République Hellénique, j'ai l'honneur de vous confirmer au sujet de l'Art. 9 du dit Accord que les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

1. A partir du 1er juillet 1977, les contrats entre les personnes morales et physiques de la R.S.F. de Yougoslavie et de la Répubique Hellénique, qui engendrent une obligation de paiement, seront conclus en devises convertibles, et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements, seront effectués à partir de cette date en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du Contrôle des Changes, qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

2. A l'exception de ce qui précède, les paiements relatifs aux contrats engendrant une obligation de paiement, qui sont conclus avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions de «l'Accord de paiements entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et la Gouvernement du Royaume de Grèce» du 28 février 1953, ainsi que les autres paiements ayant trait à des obligations assumées avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions du susdit Accord, seront effectués jusqu'au 31 décembre 1977 suivant les dispositions dudit Accord de paiements et par l'intermédiaire du compte clearing existant, en dollars E. U. – monnaie de compte.

Après cette date les paiements mentionnés au paragraphe précédent seront effectués en dollars E.U. libres, le dollar monnaie de compte et le dollar E.U. étant pris «au pair».

3. Au cas que le compte clearing tenu suivant les dispositions de l'Accord de paiements de 1953 présenterait un solde en date du 31 décembre 1977, la Partie Débitrice règlera le solde en question à la Partie Créditrice en dollars E. U. libres, comme suit :

— 50 % du solde jusqu'au 30 juin 1978.

— 50 % du solde jusqu'au 31 décembre 1978.

4. La Banque Nationale de Yougoslavie et la Banque de Grèce s'entendront sur les modalités de la mise en oeuvre de l'arrangement exposé ci-dessus.

5. La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord sus-mentionné.

Je vous prie, Excellence, de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma considération trés distinguée.

Dr BERISLAV SEFER

Monsieur
PANAYOTIS PAPALIGURAS
Président de la
Délégation Héllénique

PRESIDENT DE LA DELEGATION HELLENIQUE

Belgrade, le 25 mars 1977

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, ainsi conçue :

«Me référant aux entretiens qui ont abouti à la signature, en date de ce jour, de l'Accord à long terme entre la R.S.F. de Yougoslavie et la République Hellénique, j'ai l'honneur de vous confirmer au sujet de l'Art. 9 du dit Accord que les deux Délégations sont convenues de ce qui suit :

1. A partir du 1er juillet 1977, les contrats entre les personnes morales et physiques de la R.S.F. de Yougoslavie et de la République Hellénique, qui engendrent une obligation de paiement, seront conclus en devises convertibles, et les paiements y relatifs, ainsi que les autres paiements seront effectués à partir de cette date en devises convertibles selon les lois et réglementations générales du Contrôle des Changes, qui sont en vigueur dans chacun des deux Pays.

2. A l'exception de ce qui précède, les paiements relatifs aux contrats engendrant une obligation de paiement qui sont conclus avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions de «l'Accord de paiements entre le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie et le Gouvernement du Royaume de Grèce» du 28 février 1953 ainsi que les autres paiements ayant trait a des obligations assumées avant le 1er juillet 1977 conformément aux dispositions du susdit Accord, seront effectués jusqu'au 31 Décembre 1977 suivant les dispositions dudit Accord de paiements et par l'intermédiaire du compte clearing existant en dollars E.U.-monnaie de compte.

Apres cette date les paiements mentionnés au paragraphe précédent seront effectués en dollars E.U. libres, le dollar monnaie de compte et le dollar E.U. étant pris «au pair».

3. Au cas que le compte clearing tenu suivant les dispositions de l'Accord de paiements de 1953 présenterait un solde en date du 31 décembre 1977, la Partie Débitrice réglera le solde en question a la Partie Créditrice en dollars E.U. libres, comme suit :
— 50 % du solde jusqu'au 30 juin 1978.
— 50 % du solde jusqu'au 31 décembre 1978.

4. La Banque Nationale de Yougoslavie et la Banque de Grèce s'entendront sur les modalités de la mise en oeuvre de l'arrangement exposé ci-dessus.

5. La présente lettre fait partie intégrante de l'Accord sus-mentionné.

Je vous prie, Excellence, de bien vouloir me confirmer le contenu de cette lettre».

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer le contenu de cette lettre.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma considération tres distinguée.

PANAYOTIS PAPALIGURAS

Monsieur
Dr BERISLAV SEFER
Président de la
Délégation Yougoslave

ΜΑΚΡΟΠΡΟΘΕΣΜΟΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, περὶ τῶν Ἐμπορικῶν Ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς Οἰκονομικῆς, Ἐπιστημονικῆς καὶ Τεχνικῆς Συνεργασίας.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

—Ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνεχίσουν καὶ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς οἰκονομικῆς, ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ἔχουσαι ἐπίγνωσιν τῆς σπουδαιότητος ἁρμονικῆς αὐξήσεως τοῦ Ἐμπορίου μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, δεδομένου τοῦ ἀντιστοίχου ἐπιπέδου ἀναπτύξεως αὐτῶν,

—Ἐπιθυμοῦσαι νὰ συμβάλλουν, εἰς τὰ πλαίσια τῆς παρούσης συμφωνίας, εἰς τὴν προαγωγὴν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν μιᾶς οἰκονομικῆς συνεργασίας ἐπὶ ἀμοιβαίως ἐπωφελῶν βάσεων, συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν καὶ διευκολύνουν μὲ ὅσον τὸ δυνατὸν πλέον φελελεύθερον πνεῦμα τὰς προσπαθείας αἵτινες θὰ συμβάλλουν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ εἰς τὴν οἰκονομικήν, ἐπιστημονικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν.

Ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐν ἰσχύι νόμων καὶ κανονισμῶν αὐτῶν, καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διεθνῶν των ὑποχρεώσεων, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διασφαλίσουν ἀμοιβαίως τὴν πλέον εὐνοϊκὴν μεταχείρισιν εἰς τὸν τομέα τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν καὶ τῆς οἰκονομικῆς, ἐπιστημονικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας.

Οἱ ὅροι «ἐπιχείρησις» καὶ «οἰκονομικὸς ὀργανισμὸς» τοῦ συμβαλλομένου κράτους προσδιορίζουν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν Γιουγκοσλαυΐαν, ἕνα βασικὸν ὀργανισμὸν συνεταιριστικῆς ἐργασίας ἢ ἄλλον ὀργανισμὸν ἢ κοινότητα αὐτοδιοικουμένη.

Ἄρθρον 2

Ἡ Ἑλλὰς καὶ ἡ Γιουγκοσλαυΐα παρέχουν εἰς ἀλλήλας τὴν μεταχείρισιν τοῦ πλέον εὐνοουμένου κράτους διὰ πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τοὺς τελωνειακοὺς δασμοὺς καὶ τὰς πάσης φύσεως ἐπιβαρύνσεις τὰς εἰσπραττομένας κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν ἢ τὴν ἐξαγωγήν, ἢ ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ τῆς ἐξαγωγῆς, ἢ τοὺς ἐπιβαρύνοντας τὰς διεθνεῖς μεταφορὰς κεφαλαίων τὰς ἐνεργουμένας διὰ τῶν κανονισμῶν εἰσαγωγῶν ἢ ἐξαγωγῶν, τὸν τρόπον εἰσπράξεως τῶν τοιούτων δασμῶν καὶ ἐπιβαρύνσεων, ὡς καὶ τὰς διατυπώσεις καὶ διαδικασίας εἰς ἃς ὑπόκεινται τὰ ἐμπορεύματα κατὰ τὸν ἐκτελωνισμὸν αὐτῶν.

Ἡ μεταχείρισις αὐτὴ δὲν ἐφαρμόζεται :

α) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐν ὄψει τῆς ἱδρύσεως μιᾶς τελωνειακῆς ἑνώσεως ἢ μιᾶς ζώνης ἐλευθέρων ἀνταλλαγῶν,

β) ἐπὶ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παραχωρουμένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ παραμεθορίου ἐμπορίου μετὰ τῶν ὁμόρων χωρῶν.

Ἄρθρον 3

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παρέχουν εἰς ἄλληλα τὸν πλέον ὑψηλὸν βαθμὸν ἀπελευθερώσεως εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν, ὅν ἐφαρμόζουν κατὰ γενικὸν τρόπον ἔναντι τρίτων χωρῶν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παραγράφου 1 συνεπάγεται ἢ ὑπάρχει κίνδυνος νὰ συνεπαχθῇ σοβαρὰς δυσχερείας, τὸ ἐνδιαφερόμενον Συμβαλλόμενον Μέρος παρέχει εἰς τὴν ἐν ἄρθρῳ 10 προβλεπομένην Μικτὴν Ἐπιτροπὴν πάντα τὰ χρήσιμα στοιχεῖα ποὺ θὰ ἐπιτρέπουν μίαν εἰς βάθος ἐξέτασιν τῆς καταστάσεως, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀναζητήσεως μιᾶς λύσεως ἀποδεκτῆς ἀπὸ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

3. Ὁσάκις ἐξαιρετικαὶ περιστάσεις καθιστοῦν ἀναγκαίαν μίαν ἄμεσον παρέμβασιν, ἀποκλείουσαι μίαν προκαταρκτικὴν ἐξέτασιν, τὸ ἐνδιαφερόμενον Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ χωρὶς καθυστέρησιν ἔναντι τοῦ ἑτέρου τὰ ἀπολύτως ἀναγκαῖα συντηρητικὰ μέτρα πρὸς θεραπείαν τῆς καταστάσεως.

4. Τὰ μέτρα προστασίας κοινοποιοῦνται πάραυτα εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπήν, καὶ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον, ἐντὸς τῶν πλαισίων ταύτης, περιοδικῶν διαβουλεύσεων κυρίως πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς καταργήσεώς των ἅμα αἱ συνθῆκαι τὸ ἐπιτρέψουν.

5. Δέον νὰ ἐπιλέγωνται κατὰ προτεραιότητα τὰ μέτρα ποὺ ἐπιφέρουν τὴν μικροτέραν δυνατὴν ἐνόχλησιν.

Ἄρθρον 4

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καταβάλλουν πᾶσαν προσπάθειαν διὰ τὴν προώθησιν καὶ ἐνίσχυσιν τῶν ἐμπορικῶν των ἀνταλλαγῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀμοιβαίων πλεονεκτημάτων.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐπιβεβαιοῦν τὴν θέλησίν των νὰ προβοῦν, μὲ φιλελεύθερον τρόπον, εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ λαμβάνουν πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῶν ἀνταλλαγῶν των ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐν ἰσχύι κανονισμῶν των.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐξετάζει εὐμενῶς τὰς ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Μέρους ὑποβαλλομένας αἰτήσεις, καὶ τὰς ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς διατυπουμένας εἰσηγήσεις πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς διευκολύνσεως τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του εἰσαγωγῶν.

Ἄρθρον 5

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προωθήσεως τοῦ ἐμπορίου, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη παραχωροῦν ἀμοιβαίως, συμφώνως μὲ τοὺς ἐν ἰσχύι κανονισμοὺς εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν τὰς ἀναγκαίας διευκολύνσεις διὰ τὴν συμμετοχὴν τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τῶν χωρῶν των εἰς τὰς διεθνεῖς ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐμπορικὰς ἐκθέσεις.

Συμφώνως μὲ τοὺς ἐν ἰσχύι κανονισμοὺς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγὴν δειγμάτων ἐμπορευμάτων καὶ διαφημιστικοῦ ὑλικοῦ ἀφορῶντος εἰς τὴν προώθησιν τῶν πωλήσεων, ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν προορίζονται πρὸς πώλησιν, ἄνευ πληρωμῆς τελωνειακῶν δασμῶν τελῶν ἢ ἄλλων παρομοίας φύσεως ἐπιβαρύνσεων, ἐφ' ὅσον δὲν ἔχουν τὸν χαρακτῆρα πληρωμῆς διὰ παροχὴν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 6

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, συμφώνως μὲ τοὺς ἀντιστοίχους νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τῶν χωρῶν των, θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως εἰς ἄλληλα ἁπάσας τὰς εἰς τὴν ἀντίστοιχον νομοθεσίαν ἑκάστου ἐξ αὐτῶν προβλεπομένας ἀναγκαίας διευκολύνσεις, διὰ τὴν προσωρινὴν εἰσαγωγήν, κατεργασίαν, τελειοποίησιν καὶ μετατροπήν, ἀναφορικῶς μὲ τὰ ἐμπορεύματα καὶ τὰ προϊόντα τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζοντα τὴν σημασίαν ἣν ἀντιπροσωπεύει ἡ οἰκονομική, ἐπιστημονικὴ καὶ τεχνικὴ συνεργασία διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομικῶν σχέσεών των, θὰ διευκολύνουν, συμφώνως μὲ τὴν ἐν ἰσχύι εἰς ἑκάστην τῶν χωρῶν των νομοθεσίαν δι' ὅλων τῶν δυνατῶν μέσων, τὴν διεύρυνσιν τῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν ἑλληνικῶν καὶ τῶν γιουγκοσλαυϊκῶν ἐπιχειρήσεων καὶ ὀργανισμῶν εἰς τοὺς διαφόρους τομεῖς, καὶ δὴ εἰς τὴν βιομηχανίαν, τὴν γεωργίαν, τὸ ἐμπόριον, τὰς μεταφοράς, ὡς καὶ εἰς τοὺς τομεῖς ἐπιστημονικὸν καὶ τεχνικόν.

Ἡ εἰς τοὺς ἀνωτέρω ἀναφερομένους τομεῖς προβλεπομένη συνεργασία θὰ πραγματοποιῆται πάντοτε ἐπὶ τῇ βάσει εἰδικοῦ συμβολαίου ὑπογραφομένου δι' ἑκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν, τῶν σωματείων καὶ τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο χωρῶν, περιλαμβανούσης τὰς λεπτομερείας τῆς συνεργασίας ταύτης. Τὰ συμβόλαια ταῦτα διὰ νὰ συναφθοῦν καὶ ἐκτελεσθοῦν θὰ πρέπει νὰ ἐγκρίνωνται ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἑκάστης τῶν δύο χωρῶν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν μία τοιαύτη ἔγκρισις προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἀντιστοίχου νομοθεσίας των.

Ἄρθρον 8

Τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν ἀνταλλαγὴν πληροφοριῶν μεταξὺ τῶν ἁρμοδίων ὀργανισμῶν διὰ τὴν ἐκπόνησιν τῶν προγραμμάτων ἀναπτύξεως, τῶν προγραμμάτων καὶ τῶν σχεδίων τῶν δύο χωρῶν.

Ὡσαύτως, θὰ ἐνθαρρύνουν τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν οἰκονομικῶν ὀργανισμῶν καὶ ἐπιχειρήσεων τοῦ βιομηχανικοῦ τομέως τῶν ὁποίων τὰ προϊόντα ἐνδεχομένως θὰ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον ἐμπορίας εἰς τὰς ἀγορὰς τῶν δύο χωρῶν, ὡς καὶ εἰς τὰς ἀγορὰς τρίτων χωρῶν.

Ἄρθρον 9

Ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια τὰ ἀφορῶντα εἰς τὰς ἐμπορευματικὰς καὶ ἀδήλους συναλλαγὰς θὰ συνάπτωνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα αἱ δὲ σχετικαὶ μὲ ταύτας πληρωμαί, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαί, θὰ ἐνεργῶνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα συμφώνως μὲ τοὺς νόμους καὶ τοὺς γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος, οἱ ὁποῖοι ἰσχύουν εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

Ἄρθρον 10

Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ συσταθῇ συντιθεμένη ἐξ ἀντιπροσώπων τῶν δύο Μερῶν εἰς ἐπίπεδον ἐμπειρογνωμόνων.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχεται ἅπαξ κατ' ἔτος εἰς ἀπὸ κοινοῦ συμφωνουμένην ἡμερομηνίαν.

Διὰ κοινῆς συμφωνίας τῶν δύο Μερῶν, δύναται νὰ συγκαλῶνται ἔκτακτοι συνεδριάσεις.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη ἐποπτεύει τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς δραστηριότητος τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὴν Διυπουργικὴν Ἐπιτροπήν, τὴν συσταθεῖσαν διὰ τοῦ κοινοῦ ἀνακοινωθέντος τῆς 4ης Φεβρουαρίου 1965.

Ἄρθρον 11

Ἅμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμφωνίας, λήγει ἡ ἰσχὺς τῆς Μακροπροθέσμου Ἐμπορικῆς Συμφωνίας τῆς 28ης Σεπτεμβρίου 1966, καὶ τῆς Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953, ὡς καὶ τῶν παραρτημάτων των.

Ἄρθρον 12

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἰσχύει ἐπ' ἀόριστον.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δικαιοῦται νὰ τὴν καταγγείλῃ ἐγγράφως, κατόπιν προειδοποιήσεως τριῶν μηνῶν.

Ἡ λῆξις τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας δὲν θὰ ἐπηρεάση τὴν ἰσχὺν καὶ τὴν πραγματοποίησιν τῶν δυνάμει τῆς Συμφωνίας ταύτης συναφθέντων καὶ ἐγκριθέντων συμβολαίων.

Ἄρθρον 13

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει ἐφαρμοσθῆ προσωρινῶς ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977, τίθεται δὲ ἐν ἰσχύι ἅμα τῇ ἡμερομηνίᾳ τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25ῃ Μαρτίου 1977, εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν Γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(ὑπογραφὴ) ΠΑΝΑΓ. ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας
(ὑπογραφὴ) Δρ ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25.3.1977

Ἐξοχώτατε,

«Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συνομιλίας αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς μακροπροθέσμου Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω, ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦ ἄρθρου 9 τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, ὅτι αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

1. Ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια μεταξὺ νομικῶν καὶ φυσικῶν προσώπων τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, θὰ συνάπτωνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, αἱ σχετικαὶ δὲ πρὸς αὐτὰ πληρωμαί, καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος οἵτινες ἰσχύουν εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Κατ' ἐξαίρεσιν τῶν ἀνωτέρω, αἱ πληρωμαὶ αἱ σχετικαὶ μὲ τὰ συμβόλαια τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, τὰ ὁποῖα ἔχουν συναφθῆ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977, συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς «Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδας» τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ αἱ ἀφορῶσαι εἰς ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας πρὸς τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προρρηθείσης Συμφωνίας, θὰ ἐνεργῶνται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1977 συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμφωνίας πληρωμῶν καὶ μέσῳ τοῦ ὑφισταμένου λογαριασμοῦ κλῆριγκ εἰς δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν – τὸ νόμισμα τοῦ λογαριασμοῦ.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αἱ εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τοῦ δολλαρίου νομίσματος τοῦ λογαριασμοῦ καὶ τοῦ δολλαρίου Ἡνωμένων Πολιτειῶν ὑπολογιζομένων εἰς τὸ ἄρτιον.

3. Εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν τοῦ 1953 τηρούμενος λογαριασμὸς κλῆριγκ, θὰ παρουσιάζῃ κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1977 ὑπόλοιπον, ἡ ὀφειλέτις πλευρὰ θὰ καταβάλλῃ τὸ ἐν λόγῳ ὑπόλοιπον εἰς τὴν Πιστώτρια πλευρὰν εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν, ὡς ἕπεται :

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1978.

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1978.

4. Ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν τρόπων ἐφαρμογῆς τῆς ἀνωτέρω ἐκτιθεμένης ρυθμίσεως.

5. Ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης Συμφωνίας.

Σᾶς παρακαλῶ, Ἐξοχώτατε, ὅπως εὐαρεστούμενος μοὶ ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς παρούσης ἐπιστολῆς».

Σᾶς παρακαλῶ νὰ δεχθῆτε, Ἐξοχώτατε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρετικῆς μου ἐκτιμήσεως.

(ὑπογραφὴ) Δρ ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ

Πρὸς : κ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΝ ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΝ
Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς
Ἀντιπροσωπείας

ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ

Ἐν Βελιγραδίῳ τῇ 25.3.1977

Ἐξοχώτατε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἀναγγείλω λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς σας ἐχούσης οὕτω :

«Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συνομιλίας αἵτινες κατέληξαν εἰς τὴν ὑπογραφήν, ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, τῆς μακροπροθέσμου Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω, ἐπὶ τοῦ θέματος τοῦ ἄρθρου 9 τῆς εἰρημένης Συμφωνίας, ὅτι αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

1. Ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1977 τὰ συμβόλαια μεταξὺ νομικῶν καὶ φυσικῶν προσώπων τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ὑποχρεωσιν πληρωμῆς, θὰ συνάπτωνται εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, αἱ σχετικαὶ δὲ πρὸς αὐτὰ πληρωμαί, καθὼς ἐπίσης καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης εἰς μετατρέψιμα συναλλάγματα, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς γενικοὺς κανονισμοὺς ἐλέγχου συναλλάγματος οἵτινες ἰσχύουν εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Κατ' ἐξαίρεσιν τῶν ἀνωτέρω, αἱ πληρωμαὶ αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ συμβόλαια τὰ ὁποῖα συνεπάγονται ὑποχρέωσιν πληρωμῆς, τὰ ὁποῖα ἔχουν συναφθῆ πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977, συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς «Συμφωνίας Πληρωμῶν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος» τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1953, ὡς καὶ αἱ λοιπαὶ πληρωμαὶ αἱ ἀφορῶσαι εἰς ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας πρὸ τῆς 1ης Ἰουλίου 1977 συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς προρρηθείσης Συμφωνίας, θὰ ἐνεργῶνται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1977 συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τῆς ρηθείσης Συμφωνίας πληρωμῶν, καὶ μέσῳ τοῦ ὑφισταμένου λογαριασμοῦ κλῆριγκ, εἰς δολλάρια τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν νόμισμα τοῦ λογαριασμοῦ.

Μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, αἱ εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀναφερόμεναι πληρωμαὶ θὰ ἐνεργῶνται εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν, τοῦ δολλαρίου νομίσματος τοῦ λογαριασμοῦ καὶ τοῦ δολλαρίου Ἡνωμένων Πολιτειῶν ὑπολογιζομένων εἰς τὸ ἄρτιον.

3. Εἰς ἣν περίπτωσιν ὁ κατὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πληρωμῶν τοῦ 1953 τηρούμενος λογαριασμὸς κλῆριγκ, θὰ παρουσιάζῃ κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1977 ὑπόλοιπον, ἡ ὀφειλέτις πλευρὰ θὰ καταβάλλῃ τὸ ἐν λόγῳ ὑπόλοιπον εἰς τὴν Πιστώτριαν πλευρὰν εἰς ἐλεύθερα δολλάρια Ἡνωμένων Πολιτειῶν, ὡς ἕπεται:

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1978.

— τὸ 50 % τοῦ ὑπολοίπου μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1978.

4. Ἡ Ἐθνικὴ Τράπεζα τῆς Γιουγκοσλαυΐας καὶ ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ συμφωνήσουν ἐπὶ τῶν τρόπων ἐφαρμογῆς τῆς ἀνωτέρω ἐκτιθεμένης ρυθμίσεως.

5. Ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς ἀνωτέρω ἀναφερομένης Συμφωνίας.

Σᾶς παρακαλῶ, Ἐξοχώτατε, ὅπως εὐαρεστούμενος μοι ἐπιβεβαιώσητε τὸ περιεχόμενον τῆς παρούσης ἐπιστολῆς».

Εἰς ἀπάντησιν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ σᾶς ἐπιβεβαιώσω τὸ περιεχόμενον τῆς ἐπιστολῆς ταύτης.

Παρακαλῶ νὰ δεχθῆτε, Ἐξοχώτατε, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξαιρετικῆς μου ἐκτιμήσεως.

ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΠΑΠΑΛΗΓΟΥΡΑΣ

Πρός: Δρα ΜΠΕΡΙΣΛΑΒ ΣΕΦΕΡ
Πρόεδρον τῆς Γιουγκοσλαυϊκῆς
Ἀντιπροσωπείας

Ἄρθρον δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς προβλεπομένης Ἐπιτροπῆς καταρτιζόμενα Πρωτόκολλα - Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ, Ἐξωτερικῶν, Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, Οἰκονομικῶν καὶ Ἐμπορίου.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΝΙΑΝΙΑΣ

ΕΜΠΟΡΙΟΥ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 944

Περὶ διαδικασίας χαρακτηρισμοῦ ἐργασιῶν καὶ εἰδικοτήτων τῶν ἠσφαλισμένων τῆς ΔΕΗ, ὡς ἰδιαιτέρως βαρέων καὶ ἀνθυγιεινῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφίσαμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ διὰ τοῦ νόμου 237/1975 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων τινῶν ἀσφαλίσεως ἐργαζομένων εἰς τὰ βαρέα καὶ ἀνθυγιεινὰ ἐπαγγέλματα» συσταθέντος Συμβουλίου Κρίσεως Βαρέων καὶ Ἀνθυγιεινῶν Ἐπαγγελμάτων (ΣΚΒΑΕ) ἀνήκει καὶ ἡ γνωμοδότησις περὶ τῶν ἐργασιῶν καὶ εἰδικοτήτων τῶν μισθωτῶν τῆς ΔΕΗ, διὰ τὰς ὁποίας συντρέχουν οἱ ὅροι ἐφαρμογῆς τῆς περὶ βαρέων καὶ ἀνθυγιεινῶν ἐπαγγελμάτων νομοθεσίας τῆς διεπούσης τὴν ἀσφάλισιν τοῦ προσωπικοῦ τῆς ΔΕΗ.

2. Διὰ τὴν κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀπαιτουμένην κρίσιν, τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἰδιαιτέρας συνεδριάσεις καθ' ἅς, ἀντὶ τοῦ ὑπὸ στοιχεῖον ζ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου 237/1975 μέλους μετέχουν αὐτοῦ, μετὰ ψήφου, εἷς ἐκπρόσωπος τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας ὁριζόμενος, μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του, ὑπὸ τοῦ οἰκείου Ὑπουργοῦ, εἷς ἐκπρόσωπος τῆς ΔΕΗ ὁριζόμενος, μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του, ὑπὸ τοῦ Διοικητοῦ τῆς Ἐπιχειρήσεως, ὡς καὶ εἷς ἐκπρόσωπος τῶν ἠσφαλισμένων ὁριζόμενος μετὰ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του ὑπὸ τῆς Γενικῆς Ὁμοσπονδίας Προσωπικοῦ ΔΕΗ, ἢ τῆς μᾶλλον ἀντιπροσωπευτικῆς πρωτοβαθμίου ἑνώσεως Σωματείων τοῦ προσωπικοῦ τῆς ΔΕΗ καθοριζομένης διὰ σχετικῆς βεβαιώσεως τῆς ΔΕΗ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἡ ἐν παραγράφῳ 5 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ νόμου 237/1975 προβλεπομένη ἀποζημίωσις τῶν Μελῶν καὶ τοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου, καταβάλλεται ὑπὸ τῆς ΔΕΗ. Ἡ ἀποζημίωσις τῶν ἐκπροσώπων τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας καθορίζεται βάσει τῆς ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Νόμου 754/1978 «περὶ ρυθμίσεως τῶν ἀποδοχῶν τῶν δημοσίων ὑπαλλήλων πολιτικῶν καὶ Στρατιωτικῶν, τῶν ὑπαλλήλων τῶν Ν.Π.Δ.Δ., ὡς καὶ ἄλλων τινῶν συναφῶν διατάξεων» προβλεπομένης διαδικασίας.

3. Πᾶσα τροποποίησις ἢ συμπλήρωσις τῶν κειμένων διατάξεων, ἀφορῶσα εἰς τὴν ὑπαγωγὴν ἐργασιῶν ἢ εἰδικοτήτων τῶν ἠσφαλισμένων τῆς ΔΕΗ εἰς τὰ ἰδιαιτέρως βαρέα καὶ ἀνθυγιεινὰ ἐπαγγέλματα, πραγματοποιεῖται διὰ κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας κατόπιν προτάσεως τοῦ Συμβουλίου Ἀσφαλίσεως Προσωπικοῦ ΔΕΗ, μετὰ προηγουμένην σύμφωνον γνώμην τοῦ Συμβουλίου Κρίσεως Βαρέων καὶ Ἀνθυγιεινῶν Ἐπαγγελμάτων (Σ.Κ.Β.Α.Ε.).

Ἄρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς τοῦ μεθεπομένου ἐκείνου τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ
ΜΙΛΤΙΑΔΗΣ ΕΒΕΡΤ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ
ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 10 Ἰουλίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 511

Περὶ προσωρινῆς ἀναπληρώσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορίου Γεωργίου Παναγιωτοπούλου ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας Ἰωάννου Μπούτου.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 13 καὶ 19 τοῦ Νόμου 400/1976 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων», προτάσει τοῦ Πρωθυπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

Ὁρίζομεν, ὅπως τὸν Ὑπουργὸν Ἐμπορίου Γεώργιον Παναγιωτόπουλον κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἀπὸ 11ης Ἰουλίου 1979 ἀπουσίας του εἰς τὴν ἀλλοδαπὴν ἀναπληροῖ ὁ Ὑπουργὸς Γεωργίας Ἰωάννης Μποῦτος.

Εἰς τὸν Πρωθυπουργόν, ἀνατίθεται ἡ δημοσίευσις καὶ ἐκτέλεσις τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Ἰουλίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 512

Περὶ μερικῆς ἀνακλήσεως Π. Διατάγματος καὶ κυρώσεως συμπληρωματικοῦ πίνακος Ἀξιωματικοῦ Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει :

α) Τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 178/69 «περὶ Ἱεραρχίας, προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν Ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων», ὡς αὗται ἐτροποποιήθησαν καὶ συνεπληρώθησαν μεταγενεστέρως.

β) Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Ν. 13/1975 «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 41/3.3.1975 Πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀφορώσης εἰς τὴν τροποποίησιν καὶ συμπλήρωσιν τῶν κειμένων περὶ προαγωγῶν καὶ καταστάσεων τῶν Ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων διατάξεων».

γ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετείου Ἀθηνῶν.

δ) Τὸν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων (ΣΑΓΕ), συνταχθέντα συμπληρωματικὸν πίνακα ἐκτάκτου κρίσεως τοῦ Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν Α. Ἀβραμοπούλου (ΑΜ 89329), ὡς ἡ ὑπ' ἀριθ. 12 ἀπόφασις τῆς 18ης/1979 Συνεδριάσεως τοῦ ΣΑΓΕ, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ ὁρίζομεν :

I. Ἀνακαλοῦμεν τὸ ἀπὸ 15.3.75 Π. Διάταγμα «περὶ κυρώσεως πινάκων ἐκτάκτων κρίσεων Ἀξιωματικῶν Πολεμικοῦ Ναυτικοῦ ἔτους 1975—76», δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 45/15.3.75 ΦΕΚ. Τεῦχος Α', μόνον εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τοῦτο εἰς τὴν κύρωσιν τοῦ πίνακος ἀποστρατευτέου Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν Α. Ἀβραμοπούλου, κατόπιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετείου Ἀθηνῶν.

II. Κυροῦμεν τὸν ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων, συνταχθέντα συμπληρωματικὸν πίνακα ἀποστρατευτέου διὰ τὸ ἔτος 1975—76 Ἀνθυποπλοιάρχου Πληρωμάτων Στόλου Τεχνῶν, λόγῳ ἐπαναλήψεως τῆς κρίσεώς του, κατόπιν τῆς ὑπ' ἀριθ. 136/1979 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Ἐφετείου Ἀθηνῶν.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἰουνίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(5)

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 80, τῆς 12ης Ἰουνίου 1979

Περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς μεταξὺ ΔΕΗ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἴκων MASCHINEN EXPORT-BBC ὑπ' ἀριθ. DPRM/99013-C/2.10.76 συμβάσεως διὰ τὴν μελέτην κατασκευὴν καὶ παράδοσιν δύο μονάδων ἐκσκαφέων καὶ τεσσάρων μονάδων ἀποθετῶν τοῦ Νοτίου Πεδίου Λιγνιτωρυχείου Πτολεμαΐδος.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 1 παρ. 2 τοῦ Ν. 387/1976 «περὶ συνάψεως συμβάσεών τινων ὑπὸ τῆς ΔΕΗ καὶ ρυθμίσεως συναφῶν θεμάτων».

2. Τὸ ὑπ' ἀριθμ. ΔΠΡΜ/Φ.200.30/8475/7.4.79 ἔγγραφον τῆς ΔΕΗ πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας, ὡς καὶ τὰ συνοδεύοντα τοῦτο λοιπὰ ἔγγραφα (ὑπ' ἀριθμ. 84/22.3.79 ἀπόφασις Διοικητικοῦ Συμβουλίου ΔΕΗ) περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς ὑπ' ἀριθμ. DPRM/99013-C/2.10.76 συμβάσεως-συμπλήρωμα ὑπ' ἀριθμ. 4 τῆς ΔΠΡΜ 99013-c.

3. Τὴν ὑπ' ἀριθμ. 21651/4413/1332/24.5.1979 εἰσήγησιν τοῦ Ὑπουργοῦ Βιομηχανίας καὶ Ἐνεργείας, περὶ ἐγκρίσεως ἐκδόσεως συμπληρώματος διὰ τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τῶν ποσῶν τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς μεταξὺ ΔΕΗ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἴκων MASCHINEN EXPORT-BBC ὑπ' ἀριθ. DPRM/99013-c/2.10.76 συμβάσεως, διὰ τὴν μελέτην, κατασκευὴν καὶ παράδοσιν δύο μονάδων ἐκσκαφέων καὶ τεσσάρων μονάδων ἀποθετῶν τοῦ Νοτίου Πεδίου Λιγνιτωρυχείου Πτολεμαΐδος, ἀποφασίζει :

Ἐγκρίνει τὴν ἔκδοσιν συμπληρώματος τῆς μεταξὺ Δημοσίας Ἐπιχειρήσεως Ἠλεκτρισμοῦ καὶ τῆς Κοινοπραξίας τῶν Οἴκων MASCHINEN EXPORT BBC, ὑπογραφείσης συμβάσεως ὑπ' ἀριθμ. DPRM 99013-C/2.10.1976, κατὰ τὸ συνημμένον, εἰς τὴν Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς Ἑλληνικὴν μετάφρασιν, σχέδιον ἀφορῶν εἰς τὴν διόρθωσιν τῆς κατανομῆς τοῦ δραχμικοῦ τιμήματος τῆς προμνημονευομένης συμβάσεως, ἐπὶ σκοπῷ ἀναπροσαρμογῆς αὐτοῦ.

Ἡ παροῦσα δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ Πρόεδρος

Ὁ Ἀντιπρόεδρος — Τὰ Μέλη

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Ὁ Γραμματεὺς τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου

ΣΤΑΥΡΟΣ Κ. ΜΠΑΛΤΑΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ